Document

En Chine, la dette des gouvernements s'envole

(lefigaro.fr)

Le 28.06.11

Pourtant réputée économe, la Chine est beaucoup plus endettée qu'on ne le croyait. Selon un premier rapport public, les collectivités locales chinoises ont en effet accumulé une dette de 1.160 milliards d'euros fin 2010. Un chiffre colossal qui représente 27% du produit intérieur brut (PIB) et ferait grimper le total de la dette chinoise à plus de 80% de son PIB, selon les calculs de plusieurs experts.

En cause, les milliards prêtés par les banques de l'empire du Milieu en 2009 et 2010 pour accompagner le plan de relance adopté fin 2008, alors que le pouvoir central redoutait un ralentissement économique.

Malgré la précision des chiffres du Bureau national d'audit, auteur du rapport, un certain flou demeure. En effet, la moitié de la dette a été contractée par des produits d'investissement spécialement créés par les collectivités locales pour pouvoir emprunter. Le manque de transparence de ces structures et le maquillage d'un certain nombre de comptes ont ainsi permis aux officiels locaux d'investir dans des domaines qui leur sont traditionnellement interdits comme la Bourse ou le secteur immobilier. «La gestion de certaines platesformes de financement des gouvernements locaux est irrégulière et leur rentabilité ainsi que leur capacité à rembourser leur dette est faible», a estimé en particulier Liu Jiayi, représentant du Bureau national d'audit, lors de la présentation du rapport.

Pékin a déjà annoncé un grand nettoyage de ces petites structures financières, tout en autorisant les collectivités locales à émettre de la dette pour se financer. En attendant, certains débiteurs font défaut. Comme cette entreprise citée cette semaine par le magazine économique Caixin, les Autoroutes du Yunnan, une province du sud de la Chine. En avril, la société publique avait adressé un courrier à ses créanciers pour leur annoncer qu'elle ne paierait que les intérêts sur sa dette de 9,7 millions d'euros.

Enrayer l'inflation

Les défauts de paiement vont faire grimper le taux des créances douteuses des banques, à un moment où les établissements locaux subissent un resserrement de la politique monétaire chinoise. Le gouvernement cherche, avant tout, à enrayer l'inflation galopante, susceptible d'alimenter la grogne sociale. Mais les chiffres du Bureau national d'audit et des premiers signes de ralentissement économique pourraient faire lever le pied aux autorités.

La semaine dernière, le premier ministre Wen Jiabao et la puissante National Development and Reform Commission assuraient respectivement que la hausse des prix était sous contrôle. Mardi, le China Securities Journal , qui dépend de la banque centrale, estimait cependant que la marge de manœuvre pour un resserrement supplémentaire était très limitée.